

ARTICLES

Les origines de la campagne de Russie

(Article de GANIÈRE Paul)

Informations

Vingt-trois jours seulement après l'écrasante victoire remportée le 14 juin 1807 à Friedland (aujourd'hui Pravdinsk en U.R.S.S.) par les troupes de l'empereur Napoléon sur celles du tsar Alexandre, le ministre des Relations extérieures français Talleyrand et le ministre plénipotentiaire russe Kourakine signaient à Tilsitt (aujourd'hui Sovietz) deux traités. Le premier réglait les modalités de la paix conclue entre la France et la Russie. La Prusse, vaincue l'année précédente et alliée de la Russie en faisait principalement les frais et se voyait amputée non seulement de toutes les provinces qu'elle possédait à l'Ouest de l'Elbe, mais de celles qu'elle avait arrachées à la Pologne au cours des différents partages de ce malheureux pays. Les premières allaient constituer le royaume de Westphalie dont la couronne sera accordée au plus jeune frère de Napoléon, le prince Jérôme, les secondes devaient former le grand-duché de Varsovie attribué à l'électeur de Saxe qui, par la grâce du vainqueur, accédait lui aussi à la dignité royale. La Russie pour sa part abandonnait à la France les bouches de Cattaro (aujourd'hui Kotor) et les îles Ionniennes, appelées alors les Sept-Îles, qu'elle occupait depuis 1800 et reconnaissait toutes les transformations opérées en Europe depuis l'avènement de Napoléon au trône impérial. L'exécution de ces clauses devait s'accompagner de l'évacuation de ce qui restait de la Prusse par les troupes françaises à l'exclusion de quelques places fortes.

Le second traité de Tilsitt, dont certains articles devaient demeurer secrets, instituait les modalités d'une alliance entre les deux signataires. L'essentiel résidait dans une double promesse de médiation. Pour sa part, la Russie s'engageait à s'entremettre entre la France et l'Angleterre. Si cette dernière refusait de conclure la paix avec Napoléon avant le 1er décembre 1807, le cabinet de Saint-Pétersbourg lui déclarerait la guerre et lui interdirait l'accès de ses ports en adhérant au Blocus continental. De son côté, et pour que le parallélisme entre les deux nations fût parfait, la France s'offrait à tenir le rôle de médiateur entre la Russie et la Turquie en guerre depuis plusieurs années. Au cas, fort probable, où l'Empire ottoman, avec lequel la France entretenait d'amicales relations, refuserait de traiter aux conditions de son adversaire, la France unirait ses efforts à ceux de son nouvel allié "pour enlever au Sultan et à la barbarie des Turcs les provinces européennes de l'Empire ottoman, Constantinople exceptée".

Au cours de conversations en tête-à-tête avec le Tsar, l'Empereur était allé plus loin encore et laissant entendre que l'état de décomposition dans lequel se trouvait présentement l'Empire ottoman (le sultan Selim III venait d'être déposé et allait être assassiné quelques mois plus

tard) permettait d'envisager son prochain partage. Alexandre en avait conclu un peu hâtivement sans doute que dans une telle hypothèse, il recevrait non seulement les principautés de Moldavie et de Valachie que ses troupes occupaient presque entièrement déjà, mais que cette annexion ne serait qu'une étape vers la péninsule balkanique et le Bosphore. Enfin le traité prévoyait que "Sa Majesté l'Empereur des Français, roi d'Italie, et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, s'engageaient à faire cause commune soit par terre, soit par mer, soit par terre et par mer, dans toute guerre que la France et la Russie seraient dans la nécessité d'entreprendre ou de soutenir contre toute puissance européenne".

Le 9 juillet 1807, après que les traités de Tilsitt aient été ratifiés, par les deux souverains, ceux-ci se rencontrent une dernière fois sur les bords du Niemen, s'embrassent et, après s'être promis de se revoir bientôt, repartent chacun pour leurs capitales.

Certes, Napoléon est heureux d'avoir terminé victorieusement une guerre difficile et coûteuse (la terrible bataille d'Eylau livrée le 8 février 1807 en était la douloureuse évidence), qui le tenait éloigné de Paris depuis dix mois et, au cas où le Tsar se serait décidé à poursuivre la lutte, risquait de l'entraîner dans un interminable conflit aux conséquences incalculables. Par ailleurs, sachant pertinemment que l'Angleterre repousserait toute offre de médiation, il était assuré que le Blocus continental serait prochainement étendu aux ports russes de la mer Baltique et espérait que cette décision inciterait la Suède, ennemie farouche de la France depuis quinze ans, à suivre cet exemple. En était-il, pour autant, résolu à accorder à son partenaire tous les avantages promis ? Rien n'est moins sûr.

De son côté, Alexandre a tout lieu de se montrer satisfait. L'état de son armée, au lendemain de sa défaite devant les troupes françaises lui interdit, en effet, de poursuivre la lutte et le retour à la paix qui, par la générosité du vainqueur ne porte aucune atteinte à l'intégrité de son empire, va lui permettre de réorganiser ses forces. Si d'autre part, l'entrée en guerre contre l'Angleterre ne peut manquer de l'inquiéter, il espère cependant en tirer quelque bénéfice, notamment aux dépens de la Suède au cas où cette nation s'entêterait dans son refus de fermer ses ports aux navires britanniques. Par contre la perspective d'acquérir de nouveaux territoires en Orient ne peut que le réjouir.

Il y a pourtant des ombres à ce tableau : d'abord la triste situation faite à son ami le roi de Prusse, ensuite et surtout la création d'un grand-duché de Varsovie qui pourrait n'être que l'ébauche d'une restauration d'une nouvelle Pologne placée sous l'influence de la France. Mais il pressent que Napoléon, qu'il tient toujours pour un aventurier tout en ne pouvant s'empêcher d'admirer son génie, finira par être victime de son ambition démesurée et se veut persuadé que la Providence l'a désigné, lui le Tsar de toutes les Russies, pour tenir un jour le rôle d'arbitre de l'Europe. Les paroles qu'il a prononcées devant le roi de Prusse, à la veille de la signature des traités de Tilsitt, sont à cet égard révélatrices.

"Patience, lui a-t-il glissé à l'oreille : un jour nous aurons notre revanche".

Napoléon arrive à Paris le 27 juillet. Il constate avec satisfaction que l'annonce du retour à la paix a été accueillie avec enthousiasme, que son prestige personnel est au plus haut et que le cours de la rente,

irréfutable témoignage de confiance dans l'avenir atteint le cours de 93,40 F, le plus élevé depuis la proclamation de l'Empire. Il n'en est pas de même à Saint-Pétersbourg où le Tsar fait son entrée presque dans le même temps. À la Cour et dans les journaux où l'on s'est toujours refusé à appeler Napoléon autrement que Bonaparte et à le qualifier de "dangereux despote" ou de "bête féroce" on s'indigne ouvertement des témoignages d'amitié que vient de lui prodiguer le Tsar. Dans les salons et les milieux militaires, on va même jusqu'à reprocher au souverain d'avoir inconsidérément négocié avec les Français alors qu'il aurait mieux valu, malgré la déroute de ses armées, les laisser pénétrer profondément à l'intérieur du pays où ils se seraient inmanquablement enlisés et auraient fini, tels les Suédois en 1709 à Poltava, par être écrasés à leur tour. Les popes eux-mêmes, ne cachent pas leur désapprobation et ne perdent aucune occasion de rappeler dans les églises que le nouvel allié de la Sainte-Russie est un mécréant et qu'il doit être tenu pour l'Antéchrist.

Seule, une minorité francophile ose manifester sa satisfaction. À sa tête se distingue le comte Roumantzov qu'Alexandre nommera bientôt ministre des Affaires étrangères. Il est vrai que bon nombre de ses compatriotes le considèrent comme "un imbécile, un hypocrite, un pilier de Cour" qui se veut aujourd'hui "Français dans l'âme" dans le seul but de s'assurer les bonnes grâces de son souverain.

Le Tsar a parfaitement conscience de cet état d'esprit. Bien qu'au fond de lui-même il partage l'opinion de l'immense majorité de ses sujets et nourrisse à l'égard de la France et de son chef plus d'une arrière-pensée, il s'efforcera d'ignorer les critiques et continuera à croire, du moins dans l'immédiat, aux profits qu'il peut retirer d'une bonne entente avec son puissant partenaire.

Fidèle à ses engagements, le tsar Alexandre, peu après son retour à Saint-Pétersbourg, fait remettre à l'ambassadeur d'Angleterre une note dans laquelle il exprime le voeu de voir la paix générale prochainement rétablie en Europe et, à cet effet, offre sa médiation en vue de permettre un rapprochement entre la Grande-Bretagne et la France. Nullement disposé à traiter, le gouvernement de Londres accueille cette proposition avec froideur et répond le 29 août que Sa Majesté britannique désirait avant tout connaître "les principes justes et équitables sur lesquels la France entendait négocier". Il demande en outre que lui soient communiqués les articles secrets des traités de Tilsitt. Cette exigence incompatible avec les engagements souscrits par le Tsar à l'égard de Napoléon, constitue de fait un rejet de la négociation. Dans le même temps, et pour bien montrer que l'Angleterre ne se laisserait pas influencer par la menace du Blocus, une escadre battant pavillon britannique se présente devant la ville de Copenhague. Malgré la neutralité du Danemark et sous prétexte de prévenir une intervention de la part de la France, la flotte bombarde la ville et s'empare des navires ancrés dans le port.

Le Tsar se déclare indigné par cette brutale intervention dans laquelle il discerne une manoeuvre d'intimidation dirigée contre lui. Le gouvernement britannique, parfaitement informé de l'hostilité manifestée par le peuple russe à l'annonce de l'alliance avec la France, lui fait alors savoir qu'il était disposé à soutenir sa politique d'extension en Orient et ne verrait aucun obstacle à ce qu'il conservât les principautés

de Moldavie et de Valachie au cas où il renoncerait à adhérer au Blocus continental. Alexandre, qui se croit en droit d'attendre davantage de Napoléon, repousse ces avances et le 7 novembre 1807, soit un mois avant l'échéance prévue par les traités de Tilsitt, la Russie se déclare en état de guerre avec l'Angleterre.

Parallèlement et à l'initiative du gouvernement français, un armistice est signé le 24 août entre la Turquie et la Russie. Mais, depuis son retour à Paris, Napoléon avait beaucoup réfléchi et en était arrivé à penser que la mainmise de cette dernière nation sur les riches provinces danubiennes risquait de modifier dangereusement l'équilibre des forces en Europe orientale et d'augmenter encore les prétentions du Tsar. Aussi, l'accord de cessez-le-feu stipule-t-il que les pourparlers en vue de parvenir à la signature d'un traité de paix ne pourront s'ouvrir qu'après l'évacuation par les troupes russes des principautés de Moldavie et de Valachie. Les Turcs s'engagent pour leur part à se retirer au-delà du Danube.

Jugeant ces conditions inacceptables et prétextant les nombreuses incursions que les Turcs continuaient à faire dans les provinces contestées, Alexandre refuse de ratifier cet armistice. Plus encore, il donne l'ordre à ses troupes de conserver les positions qu'elles occupaient précédemment et de s'y maintenir l'arme au pied.

Napoléon apprend cet incident en octobre 1807 alors que la Russie n'a pas encore adhéré au Blocus continental. Conscient de la nécessité de donner satisfaction au Tsar dont il voulait s'assurer le concours pour la poursuite de sa lutte contre l'Angleterre, il confie à son nouveau ministre des Relations extérieures, Champagny, appelé à remplacer Talleyrand récemment élevé à la dignité de vice-Grand-électeur, le soin de lui communiquer le plan suivant : La Russie s'approprierait les principautés de Moldavie et de Valachie, mais en contrepartie accèderait à son désir de détacher la Silésie de ce qui restait du royaume de Prusse pour la rattacher à la Saxe qui serait ainsi directement reliée au grand-duché de Varsovie. Le général Caulaincourt, nommé ambassadeur à Saint-Petersbourg et son homologue russe, le comte Tolstoï, sont chargés des négociations.

À cette proposition de l'Empereur, Alexandre oppose un refus formel : "Si je devais posséder ces provinces (la Moldavie et la Valachie) aux dépens de la Prusse, déclare-t-il à Caulaincourt, j'aimerais mieux y renoncer. Je ne voudrais pas de tout l'Empire ottoman à ce prix. Je fais de cela une question d'honneur".

Le souci de ne pas contribuer davantage à l'affaiblissement de la Prusse n'est pas seul en cause. Le Tsar, comme on le sait déjà, redoute par dessus tout le rétablissement d'une Pologne sous l'égide de la France. Or le rattachement éventuel de la Silésie au royaume de Saxe pouvait lui donner à penser que Napoléon poursuivait secrètement un tel but. Pour ces deux raisons, la seconde étant encore plus essentielle que la première, il ne peut donc être question de se prêter à de telles exigences.

Cette réponse, parvenue à Paris dans les premiers jours de 1808 plonge Napoléon dans l'embarras. Les rapports de son ambassadeur lui apprennent en outre que l'hostilité des Russes à l'égard de l'alliance avec la France s'est encore aggravée depuis la fermeture de leurs ports aux navires britanniques. Déjà, les produits agricoles et les marchandises traditionnellement exportées vers l'Angleterre s'entassaient dans les

entrepôts et la perspective d'une grave crise économique commence dans les milieux d'affaires. Il importe donc de réagir et le meilleur moyen de redonner confiance au Tsar consiste à lui apporter la possibilité d'étendre son autorité sur de nouveaux territoires.

Le refus obstiné du roi Gustave IV de Suède de proclamer sa neutralité dans le conflit qui oppose la France à l'Angleterre et de fermer ses ports au commerce britannique lui en fournit l'opportunité. Napoléon va donc encourager le Tsar à s'emparer de la Finlande, alors possession suédoise, afin, lui dit-il, de terminer l'oeuvre entreprise par Pierre-le-Grand un siècle plut tôt et de mettre définitivement "les belles dames de Saint-Pétersbourg" à l'abri des canons de son dangereux voisin. Il est prêt, pour sa part, à l'aider "de tous ses moyens". Après quelques hésitations, Alexandre se laisse convaincre et donne l'ordre à ses troupes de franchir la frontière le 15 janvier 1808.

La question d'Orient n'en demeure pas moins en suspens. Se référant aux propos tenus par l'Empereur au cours des entrevues de Tilsitt, le Tsar insiste pour qu'une solution avantageuse pour lui soit enfin apportée à son règlement. De son côté, Napoléon sait qu'il ne peut laisser plus longtemps son allié dans l'incertitude. Aussi, donnant libre cours à son imagination, va-t-il lui proposer, par une lettre personnelle en date du 2 février 1808, un plan d'action grandiose dont l'aboutissement serait la réalisation du rêve oriental qu'il poursuit en secret depuis la campagne d'Egypte et, à plus ou moins long terme, le partage de l'Empire ottoman. Il estime qu'une armée conjointe de 50 000 hommes (l'Autriche devait être associée à cette entreprise) serait nécessaire pour parvenir à ces fins. Les Russes, opérant à partir de leurs positions sur le Danube, les Français de celles qu'ils occupent en Dalmatie, fonceraient vers l'Est et pourraient atteindre aux alentours du 1er mai les rives du Bosphore. Dans le même temps, espère-t-il, que les troupes d'Alexandre se présenteraient devant Stockholm. "Alors, prédisait Napoléon, les Anglais, menacés dans les Indes, chassés du Levant, seraient écrasés sous le poids des événements dont l'atmosphère sera chargée". Afin de fixer d'un commun accord les modalités d'une opération d'une telle envergure, Napoléon propose à son partenaire de le rencontrer avant le 15 mars.

Dès qu'il est en possession de cette lettre, Alexandre s'enflamme et adresse à Napoléon une réponse dans laquelle il se dit prêt à participer à une expédition en direction des Indes et des Echelles situées en Asie Mineure, tout en insistant sur la nécessité pour son partenaire d'abandonner toute prétention sur la Silésie et d'évacuer le territoire de la Prusse dans les plus brefs délais. Au cours de ses entretiens presque quotidiens avec Caulaincourt, il parle de l'avenir et découpe déjà l'Empire ottoman : la Moldavie, la Valachie, la Bulgarie iront à la Russie ; La Morée, Candie (aujourd'hui l'île de Crête) et sans doute l'Albanie à la France. L'Autriche serait agrandie de la Croatie et peut-être de la Bosnie. La Serbie serait érigée en royaume indépendant et placée sous l'autorité d'un membre de la famille de Habsbourg. On arrive ainsi au délicat problème de Constantinople et des Dardanelles. Alexandre affirme qu'il ne peut renoncer à leur possession. Pour obtenir satisfaction, il laisse entrevoir que la France pourrait trouver des compensations en s'emparant de l'Égypte, voire même de la Syrie. Caulaincourt, qui connaît la pensée de l'Empereur et sait que ce dernier

n'accordera jamais à son partenaire la maîtrise des Détroits et, par voie de conséquence, celle de la Méditerranée Orientale, est très embarrassé. Fort habilement, il laisse entendre qu'au cas où la Russie obtiendrait Constantinople la France s'adjugerait le contrôle des Dardanelles. Le Tsar, qui ne saurait en l'occurrence s'accommoder d'une solution bâtarde, se déclare intraitable.

Tandis que se déroulaient ces conversations, Napoléon se trouvait aux prises dans la péninsule ibérique à des difficultés qu'il n'avait pas prévues. Devant le refus du Portugal, traditionnellement ami de l'Angleterre, de se plier aux contraintes du Blocus continental, il avait décidé de s'emparer du pays, et de le partager avec l'Espagne. Une armée, sous le commandement du général Junot s'était alors mise en marche en direction de Lisbonne. Sous prétexte de lui envoyer des renforts, l'Empereur avait fait entrer en Espagne une seconde armée placée sous les ordres du maréchal Murat. Les Espagnols avaient réagi avec violence, obligé le vieux roi Charles IV à abdiquer et porté sur le trône son fils, Ferdinand. Le 2 mai 1808, une révolte contre les troupes françaises, suivie d'une impitoyable répression, avait éclaté à Madrid. Prenant prétexte de l'anarchie qui régnait dans le pays, l'Empereur avait invité la famille royale d'Espagne à venir le rencontrer à Bayonne, forcé le malheureux Ferdinand à rendre sa couronne à son père, lequel s'était empressé de la remettre entre ses mains. Napoléon avait immédiatement désigné son frère Joseph, jusqu'alors roi de Naples, pour le remplacer. L'Empereur s'efforce de croire que la question espagnole est désormais en voie de règlement. Mais la tournure que vont prendre les événements se charge de ruiner cette espérance. Bientôt le pays entier est en feu et en quelques semaines, 150 000 Espagnols prennent les armes pour s'opposer à l'intervention française. Tout d'abord, l'Empereur affecte de minimiser le danger et se dit assuré de venir rapidement à bout de cette résistance, mais brusquement, il apprend que le 22 juillet, l'armée du général Dupont avait été obligée de capituler à Baylen devant les rebelles. Les effets de cette catastrophe se font immédiatement sentir. Le roi Joseph auquel les troupes françaises avaient ouvert le chemin de Madrid, est contraint de quitter précipitamment sa capitale pour se réfugier à Vitoria. Le Portugal se soulève à son tour et un corps de 16 000 Anglais vient renforcer les insurgés. Junot, chassé de Lisbonne, dépose les armes à Cintra le 30 août. Toute la péninsule est perdue.

Dès lors, Napoléon prend conscience qu'il va lui falloir mener une véritable guerre au-delà des Pyrénées et, pour faire face à cette nécessité, rappeler la majeure partie des troupes jusqu'alors cantonnées dans le Nord de l'Europe, en particulier en Prusse. En même temps, il invite Caulaincourt à faire savoir au Tsar qu'il se trouve dans l'obligation d'ajourner momentanément les pourparlers engagés en vue d'une éventuelle conquête de l'Orient.

Alexandre déclare comprendre la situation. Bien qu'il se réjouisse secrètement de l'évacuation partielle de la Prusse par les troupes françaises, il se dit affecté par les revers essuyés par son allié mais convaincu que celui-ci pourra rapidement surmonter ses difficultés. Caulaincourt lui répond que le meilleur moyen de donner à son maître un témoignage d'amitié serait de ramener à la raison l'empereur d'Autriche qui, profitant des circonstances et désireux de venger sa défaite de

1805, commence, en violation des dispositions du traité de Presbourg, à réorganiser ses forces. Il ajoute que s'il le fallait, la France possédait des ressources suffisantes pour infliger à l'Autriche une nouvelle défaite, ce qui ne ferait certainement pas l'affaire de la Russie et mettrait un terme à toute possibilité d'intervention commune contre l'Empire ottoman. Le Tsar promet d'intervenir, mais alors que Napoléon aurait voulu qu'il rappelât son ambassadeur à Vienne, le prince Kourakine, en signe de solidarité avec lui, il se borne à prodiguer à son homologue autrichien des conseils de modération, ajoutant qu'au cas où ce dernier prendrait le premier les armes contre la France, il se trouverait dans la nécessité, aux termes du traité de Tilsitt, de prendre "fait et cause contre lui".

Tandis que se déroule ce dialogue, la Russie traverse une période difficile. En Finlande d'abord où, après une brillante offensive, ses troupes se heurtent à une forte résistance des Suédois soutenus par l'Angleterre. Dans la basse vallée du Danube, ensuite où les hostilités, à la suite du renversement du sultan Mustapha IV par son frère, Mahmoud III hostile à toute cession de territoires, menacent à tout instant de se rallumer. Pour cette double raison, Alexandre, redoutant de voir lui échapper les bénéfices de l'alliance avec la France et estimant venu le moment de discuter à nouveau de ces épineux problèmes, exprime le vœu de rencontrer Napoléon le 27 septembre à Erfurt, petite ville d'Allemagne située aux 2/3 environ de la distance séparant Saint-Pétersbourg de Paris. L'Empereur, qui ne peut ni ne veut se dérober, accepte ce rendez-vous et prie Caulaincourt de faire savoir au Tsar combien il sera heureux de le revoir.

Les sentiments des deux hommes, à la veille de cette entrevue, sont diamétralement divergents. Napoléon, qui sent depuis quelque temps se refroidir l'amitié du seul souverain sur lequel il peut encore compter en Europe est fermement résolu à mettre en oeuvre sa puissance de séduction et même à faire de nouvelles promesses à son partenaire à condition que celui-ci s'engage à l'aider à contenir les prétentions belliqueuses de l'Autriche tant que l'affaire d'Espagne ne sera pas définitivement réglée.

Les dispositions d'esprit d'Alexandre sont d'un tout autre ordre. Il a conscience de s'être comporté en loyal allié en déclarant la guerre à l'Angleterre et, plus récemment, en reconnaissant l'avènement du roi Joseph sur le trône d'Espagne, mais estime ne pas avoir été payé de retour. Aujourd'hui où l'Empereur des Français se présente en quelque sorte en demandeur, il est bien décidé à tirer de la situation tous les avantages qu'il est en droit d'en attendre et surtout à adopter une position de prudence qui lui permettra de ménager ses forces afin que la Russie, associée un jour à toutes les nations asservies de l'Europe, puisse "les employer pour le bien général".

L'annonce de son prochain départ pour rencontrer Napoléon provoque à Saint-Pétersbourg une véritable poussée de fièvre. A tous ceux qui l'implorent de ne pas s'avancer davantage dans la voie qu'il a tracée à Tilsitt, il répond qu'il saura garder la tête froide. A sa mère et à sa soeur qui vont jusqu'à lui prédire que le "maudit Corse" veut l'attirer dans un piège, que s'il ne lui cède pas sur tous les points, il le fera conduire et interner en France comme il l'avait fait pour les Bourbons d'Espagne, il écrit : "Bonaparte croit que je suis un sot. Rira bien qui rira le dernier et moi, je mets tout mon espoir en Dieu".

Le Tsar quitte sa capitale le 12 septembre. Quelques jours plus tard, il s'arrête à Koenigsberg où il rencontre le roi de Prusse auquel il promet d'intervenir pour obtenir de Napoléon une diminution de l'indemnité de guerre que celui-ci lui a imposée. Peu après avoir traversé la Vistule, il est accueilli par le maréchal Lannes que l'Empereur a envoyé à sa rencontre. Evitant Berlin, brûlant Leipzig, il arrive ainsi à Weimar, dernière étape avant Erfurt, où il va se reposer deux jours pour "y faire sa toilette".

A cheval, accompagné de Napoléon en uniforme de colonel des chasseurs de la Garde, Alexandre revêtu de l'uniforme vert foncé de général de l'armée russe, fait son entrée à Erfurt le 27 septembre entre deux haies de soldats en tenue de parade. Sous les acclamations de la foule, salués par des salves d'artillerie et des sonneries de cloches, les deux hommes pénètrent dans l'ancien Palais du gouvernement où ils vont loger et qui, par ordre de l'Empereur, a été réaménagé pour la circonstance.

Les jours suivants, Napoléon va s'employer à éblouir son hôte et à le combler de prévenances. Réceptions des rois de Bavière, de Saxe, de Wurtemberg, de Westphalie, du grand-duc de Bade, du prince Guillaume de Prusse représentant le roi son frère, du prince-primat, Dalberg, président de la Confédération du Rhin, des ducs de Hesse-Darmstadt, d'Oldenbourg, de Mecklembourg et de nombreux autres princes allemands accourus pour présenter leurs hommages au maître de l'Europe, revues des troupes, visite au champ de bataille d'Iéna, bal au château de Weimar, parties de chasse se succèdent. Chaque soir, après le dîner, les deux monarques se retrouvent côte-à-côte pour assister à un spectacle offert par les artistes de la Comédie-Française devant "un parterre de rois" (les mauvaises langues disent une "plate-bande"). Un soir, après que le grand Talma ait prononcé devant une salle enthousiaste le fameux vers de l'Oedipe de Voltaire, "L'amitié d'un grand homme est un bienfait des Dieux", le Tsar se lève, saisit la main de Napoléon et la serre avec émotion.

Mais derrière cette brillante façade et en dépit des embrassades, des effusions, des protestations d'amitié, la mésentente ne tarde pas à s'affirmer au cours des longues et pénibles négociations auxquelles se livrent les deux souverains et leurs ministres des Affaires étrangères, Champagny pour la France, Roumantzov pour la Russie. Dès les premiers entretiens, Napoléon trouve son allié "fort en défiance, entêté au-delà de toute expression, faisant le sourd quand il ne veut pas entendre, voulant traiter d'égal à égal".

L'une des principales préoccupations d'Alexandre, ainsi qu'il s'en était plusieurs fois ouvert devant Caulaincourt, est le rétablissement d'un royaume de Pologne pouvant devenir un jour une base avancée de la France face à la Russie. Napoléon lui donne l'assurance que "jamais la nation polonaise ne sera rappelée à la vie". Le Tsar tente également d'obtenir un adoucissement au sort de son allié prussien : l'Empereur lui répond par une fin de non-recevoir mais consent également à ramener de 140 à 120 millions le montant de l'indemnité de guerre préalablement fixé par son ministre, "par égard pour son interlocuteur", précise-t-il.

La discussion se fait plus ardente lorsqu'on aborde le délicat sujet de l'attitude que la Russie devrait adopter à l'égard de l'Autriche. Sachant que cette question constituerait l'un des éléments essentiels des entretiens entre les deux souverains, l'empereur François avait envoyé à

Erfurt un représentant, le baron de Vincent, porteur de lettres protestant des dispositions pacifiques de son maître. Après en avoir pris connaissance, Alexandre voudrait persuader son partenaire qu'il n'a plus lieu de s'inquiéter. Ce dernier lui réplique qu'il n'est pas dupe et qu'il comprend pourquoi l'empereur François n'est pas venu en personne, à Erfurt : c'est, dit-il, qu'il aurait été plus difficile à un souverain qu'à un simple diplomate de "mentir en face".

Fort de cette certitude, Napoléon insiste pour qu'Alexandre consente enfin à "montrer les dents" et mette en garde le gouvernement de Vienne contre les dangers qu'il court en continuant à "grossir son armée". À plusieurs reprises, il insiste sur le fait que, malgré son engagement en Espagne, il dispose toujours de forces considérables et vient de lever de nouvelles classes de conscrits. Le Tsar écoute, semble approuver et s'engage à avertir l'Autriche que, fidèle à sa parole, il se rangera aux côtés de la France si cette nation venait à être attaquée.

Bien entendu, on parle longuement des opérations en Finlande et de la situation dans les provinces danubiennes. Pour l'Empereur, le premier de ces problèmes est en voie d'être résolu au profit de la Russie et il n'y a pas lieu de s'y attarder. La question de l'annexion des principautés de Moldavie et de Valachie est plus délicate et Napoléon, une fois de plus conseille à son allié la prudence et la patience tout en lui promettant, dès que les circonstances le lui permettront, de reprendre le projet de démembrement de l'Empire ottoman. Le Tsar ne l'entend pas de cette oreille, estimant qu'il a déjà trop longtemps attendu les fruits de l'alliance et qu'il ne veut plus être berné.

À plusieurs reprises, au cours de ces entretiens, le ton monte entre les deux partenaires. Une fois même, dans un mouvement d'humeur, Napoléon jette son chapeau par terre et le piétine. Le Tsar, offensé, le regarde avec un froid sourire : "Vous êtes violent, lui dit-il, moi je suis obstiné. Avec moi, la colère ne gagne rien. Causons, raisonnons ou je pars".

Napoléon subitement calmé le retient amicalement car il lui est impossible, dans la situation où il se trouve, d'envisager une rupture. Le soir, pourtant, il déclare à Caulaincourt qu'Alexandre "est têtue comme une mule" et ajoute avec amertume : "Ces diables d'affaires d'Espagne me coûtent cher" !

Ce qu'il ignore, c'est que le comportement du Tsar est en grande partie déterminée par la conduite de Talleyrand qu'il avait imprudemment invité à l'accompagner à Erfurt. En effet, dès le lendemain de son arrivée, l'ancien ministre des Relations extérieures, convaincu, en homme d'Ancien Régime, qu'une Autriche forte était nécessaire au maintien de l'équilibre en Europe, effrayé aussi par le caractère aventureux et chimérique de la politique napoléonienne, entrevoyant la catastrophe et ne voulant pas s'y laisser entraîner, avait sollicité du Tsar un entretien secret. D'entrée de jeu, il lui avait déclaré : "Sire, que venez-vous faire ici ? C'est à vous de sauver l'Europe et vous n'y parviendrez qu'en tenant tête à Napoléon. Le peuple français est civilisé : son souverain ne l'est pas. Le souverain de Russie est civilisé : son peuple ne l'est pas. C'est donc au souverain de Russie d'être l'allié du peuple français. Le Rhin, les Alpes, les Pyrénées sont les conquêtes de la France. Le reste est la conquête de Napoléon. La France n'y tient pas".

Ces propos avaient profondément impressionné Alexandre et la révélation que la France pouvait un jour se détacher de son souverain si ce dernier poursuivait son rêve hégémonique l'avait incité sans aucun doute à durcir le ton. Ainsi s'expliquent sa réticence à prendre une position intransigeante à l'égard de l'Autriche et le sens des paroles qu'il adressa au baron de Vincent, à l'heure où ce dernier se préparait à regagner Vienne, par lesquelles il l'assurait que "l'empereur François devait le tenir pour son meilleur ami et qu'il s'engageait d'honneur à préserver son pays de toute atteinte."

Malgré, ou plutôt en raison des difficultés de l'heure, Napoléon se voulait fermement déterminé à ne rien négliger pour resserrer ses liens avec la Russie. Or, une des soeurs d'Alexandre, la grande-duchesse Catherine, alors âgée de vingt ans, n'était pas encore mariée. Aussi, va-t-il charger Caulaincourt et Talleyrand de sonder discrètement le Tsar sur ses intentions au cas où lui-même, après s'être séparé à son grand regret de son épouse Joséphine qui se révélait incapable de lui donner des enfants, se déciderait à demander sa main.

Les deux messagers s'acquittent de leur mission avec le plus grand tact, comme si l'idée d'un tel mariage était véritablement la leur et non celle de leur maître. Alexandre les écoute avec une apparente bienveillance et leur déclare que, s'il ne s'agissait que de lui, il s'empresserait de donner son consentement à cette union, mais qu'en vertu d'un rescrit de son père, le tsar Paul Ier, "déposé en un lieu sûr et secret de la cathédrale de l'Assomption à Moscou", sa mère, l'impératrice Maria-Fédérovna "avait tout pouvoir de disposer de ses filles et de décider de leur établissement". "Il se doit donc de solliciter préalablement son avis de formuler une réponse".

Ces propos sont fidèlement rapportés à l'Empereur. Celui-ci, n'ignorant rien de l'hostilité nourrie par l'impératrice douairière à son endroit, se garde d'insister mais se réserve la possibilité de renouveler sa démarche lorsque les circonstances l'auront placé dans une situation plus favorable.

L'entrevue d'Erfurt est sur le point de se terminer. Depuis plus de trois semaines les deux souverains, jour après jour s'affrontent et s'efforcent de concilier les intérêts de leurs empires. Malgré les différends qui les opposent, on arrive enfin le 12 octobre à un accord qu'ils vont l'un et l'autre signer "en fermant les yeux pour ne pas voir dans l'avenir".

En tout premier lieu, Napoléon et Alexandre renouvellent solennellement le traité d'alliance qu'ils ont conclu à Tilsitt l'année précédente. Ils conviennent également que le Tsar adressera au roi d'Angleterre de nouvelles propositions de paix reposant sur la base de "l'uti posseditis", formule diplomatique employée pour reconnaître aux belligérants la possession des territoires qu'ils occupent déjà. De plus, Alexandre promet de soutenir l'Empereur dans son entreprise en Espagne et de se ranger à ses côtés, en cas d'offensive de la part de l'Autriche. En retour, il obtient la possession définitive de la Finlande et, à défaut de Constantinople, la reconnaissance de ses droits à annexer les principautés de Moldavie et de Valachie au détriment de la Turquie.

En réalité, et en grande partie en raison de la trahison de Talleyrand, cette convention constitue davantage un succès pour Alexandre que pour Napoléon. L'Empereur ne peut, en effet, ignorer que l'Angleterre demeurera une fois encore sourde aux offres de paix que lui transmettra

le Tsar et peut aisément prévoir que l'engagement de celui-ci à ses côtés en cas de guerre avec l'Autriche, demeurera purement formel. Si l'octroi de la Finlande à la Russie ne pouvait être remis en question, par contre, celui des provinces danubiennes restait entier et il était désormais évident qu'Alexandre ne pouvait acquérir ces territoires qu'en reprenant la lutte contre l'Empire ottoman, ce qui était contraire "à l'esprit de Tilsitt" et apparaissait ainsi comme un échec de la politique de la France. Le seul point positif pour l'Empereur était que son partenaire lui laissait les mains libres en Espagne, mais on pouvait se demander si ce n'était pas dans l'espoir de le voir s'y embourber encore plus profondément.

Le 14 octobre, les deux signataires, désireux l'un et l'autre de regagner plus tôt leurs capitales respectives, Napoléon parce que ses troupes ramenées d'Allemagne se trouvaient déjà au pied des Pyrénées et qu'il était pressé de se mettre à leur tête, Alexandre parce qu'il pensait avoir manœuvré avec adresse et qu'il était temps de le faire savoir à ses compatriotes, se retrouvent pour un dernier entretien. Au début de la matinée, ils montent à cheval et sortent de la ville par la route menant à Weimar. Près de l'endroit où avait eu lieu leur rencontre le 17 septembre, ils mettent pied à terre, s'embrassent et, avant de se séparer se promettent, comme ils l'avaient fait à Tilsitt, de se revoir prochainement. L'Empereur, "plongé dans une méditation nuancée de tristesse", regarde s'éloigner la délégation russe et le soir même reprend la direction de Paris.

L'entrevue d'Erfurt marque un tournant décisif dans les relations entre la France et la Russie. En fait, si l'alliance subsiste toujours, du moins dans les traités, les voies de Napoléon et d'Alexandre vont de plus en plus diverger et la lente mais inexorable dégradation de leurs relations aboutira moins de quatre ans plus tard à une rupture définitive.

Dès son retour dans sa capitale, le Tsar fait part à sa mère des avances dont il a été l'objet au sujet d'une éventuelle union entre l'Empereur des Français et sa jeune soeur Catherine. Tous deux mesurent immédiatement l'embarras dans lequel ils se verraient plongés si d'aventure une demande en bonne et due forme leur était adressée dans un avenir plus ou moins proche. Pour prévenir un tel malheur, il n'existe à leurs yeux qu'un seul moyen : trouver dans les plus brefs délais un fiancé pour la grande-duchesse et précipiter la célébration du mariage. Les choses vont être rondement menées. Une semaine après son arrivée à Saint-Pétersbourg, Alexandre fait annoncer officiellement les fiançailles de la grande-duchesse avec un petit aristocrate allemand récemment passé au service de la Russie et héritier du duché d'Oldenbourg, le prince Georges de Holstein-Oldenbourg que l'on disait "peu aimable, chétif, couvert de boutons et affligé en outre d'une difficulté d'élocution". Le mariage est célébré peu après. Dès lors, si Napoléon persiste dans son projet de s'unir à la famille impériale de Russie, il ne reste plus comme candidate possible que la grande-duchesse Anne, encore presque une enfant. Dans l'immédiat, tout danger semble donc écarté.

Napoléon apprend cette nouvelle alors qu'il se trouve en Espagne où il était venu lutter contre l'insurrection espagnole et aider son frère Joseph à rentrer dans sa capitale. Il en ressent sur l'instant une certaine amertume mais s'efforce d'en minimiser la portée. Presqu'en même temps, lui parviennent des détails concernant la visite officielle que le roi Frédéric-Guillaume de Prusse et son épouse, la reine Louise, viennent d'accomplir à Saint-Pétersbourg, les réceptions grandioses auxquelles ils ont été conviés et les attentions dont ils ont été entourés. Une fois de plus ces nouvelles lui apportent la preuve que, malgré les protestations d'amitié qu'il continue à prodiguer à Caulaincourt, le Tsar tient à garder ses distances à l'égard de son alliance avec la France. Plus grave encore est l'attitude véritablement provocatrice affichée par l'Autriche à l'égard de la France.

Le gouvernement de Vienne, en effet, qui dispose désormais de 500 000 hommes sous les armes (300 000 de première ligne et 200 000 de réserve ou "Landwehr") ne cache plus que la situation n'a jamais été aussi favorable pour prendre sa revanche de la désastreuse campagne de 1805. Pour affirmer sa certitude dans la victoire, il souligne que les meilleures troupes françaises sont retenues sans doute pour longtemps dans la péninsule ibérique, que toute l'Allemagne, à l'appel des nombreuses sociétés secrètes unies au sein du "Tugenbund" (Ligue de la vertu) est sur le point de se révolter, qu'à la lecture des rapports du baron de Vincent l'Autriche n'a rien à redouter de la Russie et qu'en France même, selon les affirmations de Talleyrand, de larges couches de la population, lassées des aventures guerrières, n'attendent qu'une occasion pour se soulever et renverser le pouvoir établi. Enfin, on laisse entendre que, le moment venu, l'Angleterre débarquera un corps expéditionnaire en Hollande afin de prendre à revers l'ennemi commun et, ouvrira en même temps un front de diversion en Italie du Sud.

Napoléon, parfaitement informé par ses agents secrets des agissements de l'Autriche, ne va pas se laisser prendre au dépourvu. Le 16 janvier 1809, il quitte brusquement l'Espagne et arrive à Paris six jours plus tard. Tandis qu'il hâte ses préparatifs afin d'être en mesure de faire face à toute éventualité, il apprend que l'Autriche vient de signer un traité d'alliance avec l'Angleterre et un autre avec les insurgés espagnols. Aux yeux de tous les observateurs, l'ouverture des hostilités paraît imminente.

Pourtant, dans l'espoir de pouvoir encore sauver la paix, l'Empereur va tenter une nouvelle démarche et soumet à l'approbation du Tsar un projet de traité par lequel leurs deux pays se porteraient solennellement garants de l'intégrité des états possédés par l'Autriche. En témoignage de sa bonne volonté, mais sans apporter d'autres précisions sur ce point, il va même jusqu'à déclarer que les troupes françaises pourraient, dans un proche avenir, évacuer les territoires de la Confédération du Rhin. En contrepartie, l'Autriche devrait s'engager à désarmer et à renoncer à ses visées guerrières. La lettre personnelle adressée à cette occasion par Napoléon à Alexandre se termine par cette phrase lourde de sens : "Il n'y a plus un instant à perdre pour que votre Majesté fasse camper ses troupes sur les frontières de nos ennemis communs. J'ai compté sur l'alliance de Votre Majesté mais il faut agir et je me confie en elle". Presque chaque jour, Caulaincourt est reçu par le Tsar qui l'accable d'amabilités, ne cesse de rappeler son attachement à la personne de Napoléon et d'affirmer sa détermination à remplir toutes ses obligations

envers la France en dépit des difficultés que lui occasionnent la poursuite de sa guerre contre la Suède, l'Angleterre et la Turquie. Aux inquiétudes exprimées par l'ambassadeur au sujet de l'Autriche, toujours aussi arrogante et menaçante, il répond qu'il n'a pas encore reçu de réponse de Vienne à l'offre de la double garantie formulée par l'Empereur et clot généralement l'entretien par ces mots : "Je veux encore croire que la paix est possible".

Manifestement, le Tsar essaye de gagner du temps afin d'avoir l'air, lorsque l'irréparable se sera produit, de s'être laissé surprendre par les événements. C'est exactement ce qui va arriver.

Le 6 avril 1809, les unités de l'archiduc Charles entrent en Bavière, alors alliée de la France, et marchent en direction du Rhin. En même temps, celles de l'archiduc Jean franchissent les Alpes pour gagner l'Italie et celles de l'archiduc Ferdinand se préparent à pénétrer en Pologne. Tandis que Napoléon quitte Paris pour aller prendre le commandement de ses troupes à Strasbourg, Alexandre fait savoir à Caulaincourt qu'il vient de rompre avec l'Autriche et écrit à Napoléon : "Votre Majesté peut compter sur moi et bien que mes moyens ne soient pas bien grands tout ce qui sera possible sera fait ... Votre Majesté verra, je l'espère, mon désir de remplir simplement mes engagements envers Elle ... Elle trouvera toujours en moi un allié fidèle".

Ce qu'il se garde bien de lui dire, c'est qu'il avait déclaré au général Schwarzenberg, ambassadeur d'Autriche à Saint-Pétersbourg, qu'il s'était trouvé dans l'obligation "de prendre parti puisque l'Autriche était l'agresseur" mais qu'il avait donné l'ordre à ses troupes d'éviter de porter des coups à l'adversaire et même "de s'abstenir de toute collision". Pour donner plus de poids encore à cette affirmation et contrairement à tous les usages diplomatiques, il avait prié son interlocuteur de demeurer à son poste pendant toute la durée des hostilités.

Comme en 1805, Napoléon va déjouer les calculs de ses adversaires. En cinq jours, il dégage la Bavière, bat les troupes de l'archiduc Charles à Abensberg, Landshut, Eckmühl, s'empare de Ratisbonne et fonce sur Vienne dans laquelle il fait son entrée le 11 mai. Dix jours plus tard, il tente le passage du Danube pour attaquer les forces autrichiennes massées sur la rive gauche du fleuve, occupe les villages d'Aspern et d'Essling, mais une subite crue du Danube l'oblige à abandonner le terrain et à se replier dans l'île de Lobau. Malgré cet apparent succès autrichien, il ne fait aucun doute que l'affrontement qui doit décider de l'issue de la guerre n'est que différé.

Pendant ce temps, que font les Russes ? Rien. Par décision du Tsar, une armée de 40 000 hommes placée sous le commandement du prince Serge Galitzine a pris position le long de la frontière de Galicie. À Caulaincourt qui le presse de passer à l'attaque, Alexandre répond que le prince Galitzine, en raison de son âge est porté à temporiser et qu'il manque de cadres, car les meilleurs officiers sont affectés aux opérations menées contre la Finlande et la Moravie.

"Nous sommes lents, se plaint-il à répéter, mais nous marchons droit".

En attendant, il adresse lettre sur lettre à Napoléon pour lui exprimer ses félicitations. Des compliments et des phrases ne sont pas des armées et ce sont des armées qu'exigent les circonstances malgré Napoléon qui supporte seul le poids de la lutte, alors que les Russes, après avoir

traversé la Galicie et refoulé les forces de l'archiduc Ferdinand devraient déjà se trouver en mesure de prendre à revers les troupes de l'archiduc Charles.

Ce qu'Alexandre n'avait pas prévu, c'est que les Polonais, mettant à profit son inaction, s'agitent et, sous la conduite du ministre de l'Intérieur, du grand-duché de Varsovie, le prince Poniatowski (futur maréchal d'Empire), s'efforcent d'agrandir leur territoire au détriment de l'Autriche. Pour s'opposer à ce danger, le Tsar va donc se trouver dans l'obligation de sortir de son attentisme et le 3 juin, soit cinquante-trois jours après l'ouverture des hostilités, donne l'ordre au prince Galitzine de pénétrer enfin en Galicie.

En réalité, cette offensive est essentiellement dirigée contre les Polonais. Russes et Autrichiens évitent soigneusement de se combattre et, en plusieurs occasions, on signale même des cas de fraternisation. Napoléon, parfaitement informé du rôle équivoque de son partenaire et de son étrange conception de la coopération militaire est furieux. Il sait qu'il ne pourra plus jamais faire confiance au Tsar, mais également que le seul moyen dont il dispose pour tenir l'Allemagne et l'Angleterre en respect est, de maintenir l'illusion de l'entente entre la Russie et la France. Aussi se garde-t-il de rendre public leur désaccord.

Les 5 et 6 juillet, l'Empereur remporte sur les Autrichiens la victoire de Wagram. Quelques jours plus tard, la Cour de Vienne demande un armistice et l'ouverture de négociations en vue de rétablir la paix. Napoléon accepte. Le Tsar, officiellement belligérant, s'abstient de désigner un représentant "pour ne pas faire figure de venir à la curée" et déclare à l'Empereur "qu'il s'en remet entièrement à lui pour défendre leurs intérêts communs".

Après de longues et laborieuses discussions, le traité de Vienne est enfin signé le 14 octobre 1809. Napoléon impose à l'Autriche des conditions rigoureuses qui l'amputent de 110 000 kilomètres-carrés et de 3 500 000 habitants au bénéfice de la France et de la Bavière. Pour sa part, le grand-duché de Varsovie reçoit "le gros lot" et se voit agrandi de la Galicie occidentale avec les villes de Cracovie et de Lublin, soit 1 500 000 habitants. Le Tsar, qui espérait beaucoup plus, doit se contenter de la Galicie orientale avec seulement 400 000 habitants : "C'est plus qu'il n'en a gagné", déclare Napoléon.

A l'annonce de cette décision, Alexandre exprime son désappointement et se plaint auprès de Caulaincourt "d'être mal récompensé d'avoir laissé ses intérêts aux mains de l'Empereur". Il est surtout très inquiet. L'importance acquise par le grand-duché de Varsovie, qui ne représente pourtant que les 2/5e de l'ancien royaume de Pologne, constitue pour lui un réel tourment. La promesse faite par Napoléon, lors de la rédaction du traité de Tilsitt de ne jamais procéder à sa restauration et de faire disparaître les mots "de Pologne et de Polonais de toutes les transactions et même de l'Histoire", demeurent sans effet. De l'avis de tous les observateurs, l'alliance est véritablement "félée".

Les relations entre la France et la Russie vont être bientôt soumises à une nouvelle épreuve. Napoléon, en effet, dès son arrivée en France au lendemain de la signature de la Paix de Vienne, annonce sa décision de divorcer. Après avoir fait dresser la liste de toutes les princesses

d'Europe dignes de succéder à l'impératrice Joséphine, il a retenu deux noms : celui de la grande-duchesse Anne de Russie, âgée de quatorze ans, et celui de l'archiduchesse d'Autriche, âgée de dix-huit ans. Pour des raisons politiques et malgré ses récents malentendus avec le Tsar, il se décide pour la grande-duchesse.

Le 22 novembre 1809, un mois à peine après son retour, il fait adresser à Caulaincourt une lettre le priant de s'entretenir de ce projet avec le Tsar. En raison de la lenteur des communications, la réponse de l'ambassadeur à cette démarche ne parvient à Paris que le 26 janvier sous la forme de deux dépêches chiffrées. Dans la première, Caulaincourt annonce qu'Alexandre paraît avoir accueilli favorablement les propositions de l'Empereur. Après lui avoir dit, comme il l'avait fait à Erfurt, que si l'affaire ne dépendait que de lui, son visiteur aurait sa parole avant de sortir de son cabinet, il lui rappelle que, pour obéir aux dernières volontés de son père, le tsar Paul 1er, l'impératrice douairière possédait seule en l'occurrence le pouvoir de décision. Or, celle-ci résidait au château de Gatchina, à une quarantaine de kilomètres de Saint-Pétersbourg. Le Tsar s'engageait donc à s'entretenir avec elle de ce projet à l'occasion de sa prochaine visite. Avec une mauvaise foi insigne, il avait ajouté qu'il était fort regrettable que Napoléon n'ait pas demandé en son temps la main de sa soeur Catherine dont l'esprit, l'âge et le caractère "auraient été plus sortables (sic) pour lui". En congédiant l'ambassadeur, il l'avait prié de patienter une dizaine de jours pour avoir sa réponse définitive.

Dans une deuxième dépêche, l'ambassadeur de France annonçait qu'Alexandre avait rencontré sa mère. Celle-ci, après s'être défendue d'être, comme on le prétendait trop souvent, "hostile par principe à l'empereur Napoléon pour lequel elle professait au contraire, une profonde admiration comme capitaine et comme homme d'Etat", s'était montrée hésitante. Alexandre avait alors posé à l'ambassadeur plusieurs questions relatives à l'existence que pourrait avoir sa soeur au cas où elle deviendrait impératrice des Français et notamment si elle pourrait disposer aux Tuileries d'une chapelle privée desservie par des popes. Caulaincourt avait cru bon de lui donner tout apaisement à ce sujet. Avant de clore l'entretien, le Tsar avait demandé à son visiteur un nouveau délai de dix jours.

Le temps passe et aucune nouvelle ne parvient de Saint-Pétersbourg. Dans la soirée du 5 février arrive enfin un courrier porteur de deux dépêches datées des 15 et 21 janvier 1810. Elles vont être aussitôt déchiffrées et l'Empereur en prendra connaissance le lendemain matin.

Il apprend ainsi que les négociations menées par son ambassadeur n'ont pas encore abouti, que Maria-Feodorovna, qui a voulu prendre l'avis de sa fille Catherine, exprime toujours des inquiétudes au sujet de l'âge de la grande-duchesse Anne qu'elle dit "formée depuis cinq mois à peine". Il apprend aussi qu'elle hésite à la marier avec un homme divorcé et qu'elle doute des capacités de l'Empereur à procréer. Le Tsar, quant à lui "se dit sincèrement désolé de ces retards, mais ne désespère pas de vaincre la résistance de l'impératrice-douairière afin de pouvoir témoigner l'attachement qu'il porte à "son ami Napoléon".

La lecture de ces dépêches achève d'éclairer l'Empereur sur les véritables intentions de son partenaire. Il le connaît trop pour ne pas

comprendre qu'il ne poursuit d'autre but que de le berner, de faire traîner les choses jusqu'au moment où il sera contraint de lui avouer qu'il n'a pu, à son grand regret, s'élever contre la volonté de sa mère. Rien ne serait plus désastreux pour lui que d'essuyer une pareille humiliation. Il importe donc de prévenir un refus qu'il sait d'ores et déjà inévitable, sinon imminent, en lui opposant une décision retentissante et immédiate.

Depuis plusieurs semaines, Napoléon savait de plusieurs sources et de façon certaine que la Cour d'Autriche, craignant que son éventuel mariage avec la grande-duchesse s'accompagnerait inévitablement et à son préjudice d'un renforcement de l'alliance entre la Russie et la France, ne repousserait pas ses avances s'il demandait la main de l'archiduchesse Marie-Louise. Fort de cette assurance, il prie aussitôt son beau-fils, le prince Eugène, de se rendre auprès de l'ambassadeur d'Autriche, le prince Schwarzenberg, pour l'aviser qu'il avait décidé d'épouser la fille de son empereur et lui demander de signer le contrat de mariage dès le lendemain. Placé devant un tel ultimatum, l'ambassadeur est obligé de s'incliner.

Sans plus attendre, l'Empereur fait appeler son ministre des Relations extérieures et lui dicte une lettre antidatée à l'intention de Caulaincourt afin de lui exprimer son émotion devant les objections avancées par l'impératrice-mère et l'inviter à faire part au Tsar de son irritation. Le lendemain, il lui en adresse une seconde, celle-ci postdatée, dans laquelle il annonce qu'après avoir attendu patiemment depuis plusieurs mois une réponse aux ouvertures faites auprès de la Cour de Russie et voyant les atermoiements s'éterniser, il avait été obligé, à son grand regret, de se tourner vers l'Autriche qui avait agréé favorablement sa demande.

En usant de ce stratagème, Napoléon espérait, d'une part, faire porter la responsabilité de sa volte-face sur la seule attitude dilatoire de l'impératrice Maria-Fedorovna, d'autre part, en s'efforçant de cacher la précipitation avec laquelle il avait modifié ses plans, ménager la susceptibilité du Tsar et préserver l'avenir. Bien lui en prit. Le courrier porteur des dépêches pour Caulaincourt devait croiser en route son homologue russe apportant à Paris la réponse définitive du souverain russe. Celui-ci, après s'être entretenu presque quotidiennement avec l'ambassadeur de France pendant une quinzaine de jours, lui avait enfin communiqué qu'à sa grande déception, sa mère, invoquant "l'extrême jeunesse de sa fille" ne pouvait consentir à son mariage avant deux ans. Il priait cependant Caulaincourt de faire savoir à son maître qu'il continuerait à le considérer comme son ami et à le servir "de coeur et d'âme".

C'était un refus déguisé. La clairvoyance de Napoléon ne l'avait pas trompé. En prenant les devants, il avait renversé à son avantage une situation qui, malgré les assurances lénifiantes du Tsar, aurait été considérée dans toutes les chancelleries d'Europe comme un affront.

Pendant que se déroulait cette comédie, les Autrichiens, en dépit de la désinvolture avec laquelle Napoléon avait choisi leur archiduchesse, se réjouissent de ce retournement politique et se montrent désireux de précipiter le cours des événements. Le 16 février, soit dix jours seulement après la visite du prince Eugène à son ambassadeur à Paris, l'empereur François annonce officiellement qu'il consent au mariage de sa

fille avec S.M l'Empereur des Français. Le 11 mars, la cérémonie par procuration est célébrée à Vienne. Le surlendemain, 13 mars la nouvelle impératrice quitte sa famille pour gagner la France. Le 27 elle arrive à Compiègne où elle rencontre son époux et le 2 avril, fait son entrée solennelle dans Paris.

Contrairement à toute prévision, le Tsar semble avoir été surpris par la nouvelle de l'accession d'une princesse autrichienne au trône impérial, car il se voulait convaincu que les traditions et les principes séculaires de la Cour de Vienne constitueraient un obstacle infranchissable à union que toute l'Europe monarchique tient pour une "dégradante mésalliance". Pourtant, il est trop maître de lui pour manifester son dépit. Après avoir fait hypocritement remarquer à Caulaincourt que Napoléon "aurait pu agir avec plus de délicatesse et d'égards" alors que les négociations entamées à Saint-Pétersbourg pouvaient encore laisser entrevoir une issue heureuse pour les deux parties, il ordonne à un de ses ministres, le prince Alexis Kourakine, frère de son ambassadeur à Paris, de porter à l'Empereur ses félicitations et ses vœux de bonheur. Mais, derrière cette façade, il ressent une cruelle blessure d'amour-propre et éprouve, comme bon nombre de ses sujets, une "sensation d'abandon, d'isolement et de péril".

En France, l'opinion est partagée. On entend dire, ici et là, que les archiduchesses d'Autriche ont toujours porté malheur à leurs souverains et que ce mariage avec une fille des Habsbourg est le premier pas vers un retour à l'Ancien Régime. D'autres, en particulier les financiers, se montrent plus optimistes, et espèrent que cette union incitera Napoléon à renoncer à sa politique guerrière et permettra le retour à un ordre politique et économique plus stable. D'autres, enfin redoutent que l'affront infligé au Tsar ne fasse de ce dernier un ennemi et n'amène, un jour prochain, une guerre entre la Russie et la France. Un des grands dignitaires de l'Empire, le prince-archichancelier Cambacérès avait d'ailleurs ouvertement exprimé cette crainte en déclarant, à l'heure où l'Empereur prenait sa décision : "Je suis moralement sûr qu'avant deux ans, nous aurons la guerre avec celui des deux souverains dont l'Empereur n'aura pas épousé la fille ou la soeur. Or, la guerre avec l'Autriche ne me cause aucune inquiétude et je tremble d'une guerre avec la Russie. Les conséquences en sont incalculables. Je sais que Napoléon connaît bien le chemin de Vienne ; je ne suis pas aussi assuré qu'il trouve celui de Saint-Pétersbourg".

Pendant quelque temps, pourtant, les relations entre la France et la Russie semblent demeurer au beau fixe. À Paris, le prince Kourakine est toujours l'objet des attentions de l'Empereur qui le charge, en toutes occasions, de transmettre ses compliments et ses amitiés à son maître. Le Tsar, de son côté, déclare à Caulaincourt qu'il "aime l'empereur Napoléon comme un frère et que celui-ci peut compter sur un accord constant entre leurs deux cabinets".

Bientôt, des fissures apparaissent dans ce fragile édifice et l'entente apparente entre les deux souverains va se trouver soumise à des épreuves de plus en plus rudes. Le fond de la controverse se ramène à trois problèmes essentiels : la Pologne, la Turquie et le Blocus continental auxquels il conviendra d'ajouter plus tard celui de la malencontreuse annexion du duché d'Oldenbourg.

Le premier sujet de discorde, et certainement le plus sensible, réside dans le règlement de l'affaire polonaise. Pour l'Empereur, le grand-duché de Varsovie, doit constituer un bastion avancé de son empire en face d'une Russie qui pourrait fort bien, un jour ou l'autre, lui redevenir hostile. Pour Alexandre, il en est tout autrement. Tous les territoires ayant appartenu à la Russie doivent rester sous son influence. Certes, à Tilsitt, alors qu'il se présentait en vaincu devant Napoléon, il avait dû se résigner à reconnaître l'existence du grand-duché, mais il n'a cessé depuis lors de le regretter, car il a toujours soupçonné la France, malgré les dénégations répétées de l'Empereur, de vouloir rétablir dans sa totalité et à son profit l'ancien royaume de Pologne.

Le récent agrandissement du grand-duché a encore augmenté ses inquiétudes et les "garanties" formulées par Napoléon à ce sujet lors de la conclusion du traité de Vienne ne sont pas parvenues à le rassurer. Aussi voudrait-il que celui-ci aille plus loin encore et qu'une convention signée entre les deux pays apporte un témoignage irréfutable de ses bonnes intentions. Un projet dans ce sens est même rédigé le 4 décembre 1809 à Saint-Pétersbourg par Caulaincourt et Roumantsov. Napoléon considère cette exigence comme "outrageante" et refuse, le 10 février 1810 de ratifier le texte qui lui est présenté. Il se borne à s'engager une fois de plus "à ne jamais donner aucun secours ni assistance à quelque puissance ou à quelque soulèvement que ce puisse être qui tendrait à rétablir le royaume de Pologne".

Les deux hommes restent ainsi sur leurs positions. Tandis que le Tsar continue à proclamer qu'il "ne transigera jamais" sur une question aussi importante pour "son honneur et celui de son peuple", Napoléon déclare à son ambassadeur à Paris : "Quand mêmes vos armées camperaient sur les hauteurs de Montmartre, je ne céderai un pouce du territoire varsovien".

De son côté, le problème turc demeure toujours sans solution. Alors que les négociations de Tilsitt avaient laissé entrevoir, grâce à l'intervention de la France auprès de la Sublime Porte un dénouement rapide et favorable pour la Russie, l'entrevue d'Erfurt, loin d'éclaircir la situation n'a, en réalité, abouti qu'à la rendre plus confuse encore. Devant ses réticences et ses tergiversations, Alexandre a compris que Napoléon ne lui permettra jamais de s'emparer de Constantinople, mais que s'il veut obtenir quelques avantages territoriaux dans la vallée du Danube, la poursuite des hostilités contre l'Empire ottoman reste la seule issue possible. Son amertume est profonde et il estime que son partenaire n'a pas respecté sa parole.

Enfin, pour les Russes, les conséquences économiques du Blocus continental s'avèrent de plus en plus catastrophiques. Depuis le mois de novembre 1807, date de son instauration, aucun navire britannique n'a pénétré ou n'est sorti des ports russes. Jusqu'alors le volume des échanges entre l'Angleterre et la Russie s'élevait chaque année à plusieurs dizaines de millions de roubles, la première important des denrées alimentaires et des matières premières, la seconde des produits coloniaux et des produits manufacturés. Depuis l'arrêt des transactions, les entrepôts regorgent donc de céréales diverses (surtout du blé) de lin, de chanvre, de suif, de goudron, de potasse, de cuir, de cire alors que dans tout le pays le sucre, le café, les épices, le coton sont devenus introuvables.

Tandis que les propriétaires terriens se lamentent et que de nombreux négociants font faillite, la monnaie nationale perd chaque jour de sa valeur et le coût de la vie augmente dans des proportions affolantes. Pour tenter de lutter contre cette situation désastreuse, le Tsar va donc autoriser, en automne 1810, des navires appartenant à des pays neutres, en majorité américains, à faire escale dans ses ports, à y décharger leurs cargaisons et à s'y approvisionner. Napoléon, en apprenant cette entorse aux engagements souscrits par son allié, émet la prétention d'exiger des autorités russes l'interdiction de ce trafic. Passant outre, Alexandre lui répond qu'à son avis, les obligations du Blocus ne concernent que les échanges commerciaux avec la Grande-Bretagne et qu'en accueillant des navires neutres, il se trouve dans l'impossibilité de déterminer la provenance des produits ainsi importés. Une nouvelle fois, l'Empereur lui rappelle ses devoirs et, insistant sur le fait que les denrées coloniales étaient toujours d'origine britannique, exige qu'il en proscrive l'entrée sur son territoire, "quelque soit le pavillon qui les couvre".

Alexandre proteste vivement contre ce qu'il considère comme une intolérable ingérence dans les affaires intérieures de la Russie. Par ailleurs, il a beau jeu de répliquer que Napoléon a grand tort de se montrer si sourcilieux de le voir rompre toute relation commerciale directe ou indirecte avec l'Angleterre, alors que lui-même devrait donner l'exemple et ne plus délivrer à certains importateurs français des "licences" leur permettant d'introduire en France des denrées prohibées. Plus encore, par un ukase en date du 31 décembre 1810, il frappe d'une lourde taxe les produits manufacturés venant de France, soieries, vins, eaux-de-vie, objets de luxe et ordonne de brûler ou de détruire ces marchandises dans le cas où elles auraient pénétré en Russie de manière frauduleuse. Cette mesure qui s'apparente à une déclaration de guerre économique provoque la fureur de l'Empereur, à l'heure où de nombreuses entreprises françaises connaissent de graves difficultés financières et que le chômage menace une importante fraction de la population ouvrière.

C'est dans ce climat lourd de conséquences pour l'avenir des relations entre la Russie et la France que va éclater une nouvelle source de conflit. Dominé par son souci de s'assurer le contrôle de tous les ports du littoral de l'Europe, Napoléon avait, en juillet 1810, au lendemain de l'abdication de son frère le roi Louis, réuni la Hollande à la France. Le 13 décembre suivant et pour les mêmes raisons, il annexe les territoires des villes hanséatiques et en fait des départements français. Un mois plus tard, le 22 janvier 1811, le duché d'Oldenbourg subit le même sort et est, partagé en deux départements, celui de l'Ems supérieur et celui de l'Ems oriental.

La nouvelle de cette décision, que rien ne semblait justifier puisque l'Oldenbourg était déjà occupé par les troupes françaises, déclenche à Saint-Pétersbourg une explosion de colère. Non seulement, la disparition du duché apparaît comme une violation flagrante du traité de Tilsitt qui, dans son article XII, en garantissait l'indépendance, mais surtout comme une insulte pour la personne du Tsar dont le prince héritier d'Oldenbourg était à la fois le lointain cousin et le beau-frère depuis son mariage avec la grande-duchesse Catherine. Pour tenter d'atténuer cette mauvaise impression, Napoléon offre au duc la principauté d'Erfurt qui ne représente que le sixième environ de ce qu'il lui a enlevé. Cette

proposition est repoussée avec dédain aussi bien par l'intéressé que par le souverain russe.

Alors que Napoléon s'étonne des proportions que prend cet incident qu'il continue à qualifier de "bagatelle", le Tsar déclare à Caulaincourt qu'il le considère pour sa part comme une provocation : "Il est évident, lui dit-il, que c'est à dessein faire une chose offensante pour la Russie. Est-ce pour me forcer à changer de cap ? On se trompe bien ... Si la tranquillité du monde est troublée, on ne pourra m'en accuser, car j'ai tout fait et je ferai tout pour la conserver".

Comme on le voit, le ton a bien changé depuis quelques mois et la possibilité d'une conflagration entre la Russie et la France apparaît désormais comme probable. Caulaincourt, qui déplore la politique de la France et voudrait amener l'Empereur à davantage de modération, demande son rappel et est remplacé par le général Lauriston, jugé plus souple et moins russophile. Au cours de l'audience d'adieu qu'il lui accorde, Alexandre lui fait cette confidence : "Si l'empereur Napoléon me fait la guerre, il est possible, même probable qu'il nous battra si nous acceptons le combat, mais cela ne lui donnera pas la paix... Si le sort des armes m'était contraire, je me retirerais plutôt au Kamtchatka que de céder des provinces et de signer dans ma capitale des traités qui ne sont que des trêves. Le Français est brave, mais de longues privations et un mauvais climat l'ennuient et le découragent. Notre climat, notre hiver feront la guerre pour nous".

Ces paroles prophétiques, rapportées à Napoléon, ne troublent pas sa certitude de remporter une victoire rapide sur les Russes au cas où il prendrait l'initiative des opérations : "Les peuples barbares, confie-t-il à un de ses familiers, sont superstitieux et ont des idées simples. Un terrible coup porté au coeur de l'Empire, sur Moscou-la-Grande, Moscou-la-Sainte me livreront en un moment cette masse aveugle et sans ressort". L'avenir devait lui apporter un cruel démenti.

L'année 1811 sera une année décisive, tant en France qu'en Russie. Bien rares sont ceux qui, dans les deux pays, espèrent une normalisation des relations entre le Tsar et l'Empereur. De part et d'autre, on se prépare donc à l'ouverture prochaine des hostilités.

La situation est si tendue que pendant quelque temps Alexandre se demande si, contrairement aux affirmations prodiguées à Caulaincourt, il ne va pas passer le premier à l'offensive alors que Napoléon est toujours empêtré en Espagne et que tous les peuples opprimés d'Europe pourraient se soulever à son appel. Dans cette perspective, il masse des forces importantes à la frontière du grand-duché de Varsovie, établit des contacts avec les gouvernements d'Autriche et de Prusse, avec les milieux russophiles de Pologne et les sociétés secrètes d'Allemagne. Il sait qu'il sera soutenu par l'Angleterre, peut-être même par certaines fractions de l'opinion française hostiles à la politique napoléonienne. Mais l'Empereur se méfie, et afin de ne pas se laisser surprendre, a déjà renforcé son dispositif militaire. De son côté, le Tsar, découragé par la prudente réserve qu'il a rencontré auprès des cours étrangères et parfaitement renseigné sur les mouvements des troupes françaises en direction des places fortes d'Allemagne par les rapports adressés par un de ses aides de camp, le comte Tchernichev qu'il a envoyé à Paris à cet effet et qui tient ses informations d'un certain Michel, employé au ministère de la Guerre, en revient à sa position d'attente.

A la suite de ce demi-échec, Alexandre s'efforce de se montrer conciliant. Il fait savoir à Napoléon qu'il accepterait un compromis au sujet de la malheureuse affaire du duché d'Oldenbourg, à condition qu'une compensation honorable soit accordée au duc Pierre, le grand-duché de Varsovie ou la principauté de Dantzig. Il faudrait également que la France, pour preuve de sa bonne volonté et de ses intentions pacifiques, évacuât toutes les positions qu'elle occupe en Prusse. Napoléon accueille la première de ces propositions par un haussement d'épaules. Quand à la seconde, il déclare qu'il aurait pu l'accepter un an plus tôt, mais que maintenant et en raison de l'attitude menaçante de la Russie, il ne saurait se dessaisir de ce gage.

Il va donner la preuve de son intransigeance le 15 août 1811, à l'occasion de la célébration de la Saint-Napoléon. Vers midi, après avoir reçu dans la salle du Trône des Tuileries les vœux des Grands dignitaires, des plus hauts personnages de l'Etat et des membres du Corps diplomatique, il s'approche brusquement d'un groupe au milieu duquel se trouve le prince Kourakine. "Vous nous apportez des nouvelles ?", s'enquiert-il ?

L'ambassadeur du Tsar répond évasivement. Napoléon l'interrompt et, haussant le ton afin d'être entendu de toute l'assistance, passe en revue tous les motifs qui l'opposent à son maître : le Blocus, les taxes sur les produits français importés en Russie, l'affaire d'Oldenbourg et surtout la question polonaise. Si le Tsar veut la guerre, insiste-t-il, il la lui fera, sans haine mais avec détermination. Il fait cependant remarquer à son interlocuteur que son pays n'a pas d'alliés, que la Prusse et l'Autriche ne sont pas en état de combattre efficacement, que l'Angleterre, comme toujours restera dans son île, alors que la France aura tout le continent européen derrière elle. Avant de terminer cette diatribe qui a duré quarante minutes, Napoléon, pour qui il n'y a pas d'autre issue à la situation actuelle que l'alliance ou la guerre, conclut : "Quant à s'arranger, j'y suis disposé. Avez-vous des pouvoirs pour traiter ? Si oui, j'autorise tout de suite une négociation". Blême, transpirant à grosses gouttes, Kourakine se contente de répondre qu'il n'est pas autorisé à prendre une telle responsabilité et qu'il va rendre compte de cette conversation à son gouvernement. Autour de lui, c'est la consternation : tout le monde a compris que la guerre était inévitable et le soir même les ambassadeurs en poste à Paris adressent des dépêches dans ce sens à leurs Cours.

En France, où l'on n'avait pas attendu cette algarade pour commencer les préparatifs d'une prochaine entrée en campagne, on va donner des ordres pour les accélérer. Déjà Napoléon a appelé sous les drapeaux de nouvelles classes. Dès lors on active davantage encore les industries d'armement, on fait établir par le cabinet topographique du ministère de la Guerre des cartes devant être utilisées sur les futurs champs de bataille et on fait même imprimer de la fausse monnaie afin de provoquer, le moment venu, l'effondrement du rouble. On compte et on recompte le nombre d'unités dont on pourra disposer, on aménage leur lieu de rassemblement, et on étudie les moyens de les acheminer dans les meilleures conditions vers les lieux des futurs combats. Du matériel est réuni dans les principales villes de garnison, la Fère, Metz, Mayence, Wesel, Maestricht pour être ensuite transporté en direction des places fortes de l'Est de

l'Europe, en particulier Dantzig où se trouve concentré le corps du maréchal Davout.

Ainsi, la gigantesque Grande Armée s'organise. Alors que 200 000 hommes sont stationnés en Allemagne et dans le grand-duché de Varsovie, neuf corps d'armée composés de 400 000 Français, Hollandais, Belges, Allemands, Italiens, Illyriens, Danois et même d'Espagnols sont prêts à marcher vers la frontière russe. L'Autriche, pressée de signer un traité d'alliance, n'a pu se dérober et s'engage, le 14 mars 1812 à mettre 30 000 hommes placés sous le commandement du prince Schwarzenberg à la disposition de la France. La Prusse, elle aussi, est contrainte à s'exécuter et consent à lever un corps auxiliaire de 20 000 soldats sous les ordres du général York. Il est vrai que dans le même temps, l'empereur François et le roi Frédéric-Guillaume ont donné pour consigne à leurs chefs de corps "de ne pas faire trop de mal à la Russie".

De leur côté, les Russes, qui dès le lendemain de Tilsitt avaient commencé la réorganisation de leur armée sous la direction du ministre de la Guerre, le général Araktcheïev, intensifient leurs efforts sous l'impulsion d'un Ecossais passé au service du Tsar, le général Barclay de Tolly, nommé en 1810 directeur du département de la Défense au Conseil de l'Empire. Celui-ci modernise les principes de l'instruction militaire, s'efforce d'améliorer la formation des officiers et le bien-être des soldats, encourage la fabrication de fusils et surtout de canons plus modernes que ceux dont on disposait jusqu'alors, préconise l'établissement de dépôts de vivres et de munitions le long de la ligne Dvina-Dneïper afin de pouvoir, le cas échéant, approvisionner les troupes.

En 1811, les Russes peuvent mettre en ligne sur leur frontière occidentale moins de 300 000 hommes. Pour en augmenter le nombre afin de pouvoir faire face efficacement à l'énorme masse humaine dont dispose Napoléon, il importe de ramener les troupes dispersées en Finlande et dans la basse vallée du Danube en concluant au plus tôt des traités de paix avec la Suède et la Turquie. Ce sera la tâche dévolue aux diplomates.

Ceux-ci se tournent donc vers la Suède, dont le roi Charles XIII, alors âgé de 62 ans, a délégué ses pouvoirs à son héritier adoptif, l'ancien maréchal de France, Bernadotte. Ce dernier, après avoir protesté "qu'il ne se rangerait jamais dans le camp des ennemis de son ancienne patrie", va faire volte-face après l'occupation en janvier 1812 de la partie occidentale de la Poméranie appartenant à la Suède depuis les traités de Westphalie de 1648. Au cours d'une entrevue à Abo (Turku en finlandais) avec le Tsar, il reconnaît à la Russie la possession de la Finlande contre la promesse de pouvoir un jour annexer la Norvège, alors sous la domination du Danemark allié à la France. Plus encore, il signera le 5 avril 1812 un traité d'alliance offensive avec la Russie afin de "garantir l'indépendance du Nord de l'Europe menacée par les vues ambitieuses et envahissantes de Napoléon".

Rassurés de ce côté, les Russes se retournent vers la Turquie. Les négociations déjà entamées depuis plusieurs mois aboutissent le 28 mai 1812, sous l'impulsion du général Koutousov à la signature du traité de Bucarest par lequel le gouvernement de Saint-Pétersbourg renonce à l'annexion des principautés de Moldavie et de Valachie, mais obtient en compensation la riche province de Bessarabie.

Désormais, tout est en place pour le grand choc. Le 9 mai 1812, Napoléon quitte Paris pour Dresde où il doit rencontrer tous les princes de la Confédération du Rhin et ses alliés, l'empereur d'Autriche et le roi de Prusse. Le 26, il reçoit la visite du comte de Narbonne de retour de Wilna où il s'était rendu pour tenter une ultime et vaine mission de conciliation avec le Tsar. Le 29, il quitte la capitale de la Saxe et se rend successivement à Posen, Thorn, Dantzig, Marienburg, Koenigsberg, Interburg, Gumninnen où il inspecte ses troupes et veille à la bonne organisation de son dispositif de bataille. Le 22 juin, il arrive à Wilkpwischki, qu'une épaisse forêt sépare du Niemen.

Le lendemain, 23 juin, il vient observer les abords du fleuve. Afin de ne pas être reconnu des éclaireurs russes qui patrouillent sur la rive opposée, il a revêtu la redingote et coiffé le bonnet de soie noirs des officiers de cheveu-légers polonais. Bientôt, un chef de bataillon, qui a réussi à traverser le fleuve à la nage, lui apprend que ces précautions sont superflues car l'armée ennemie semble s'être retirée.

L'Empereur n'en poursuit pas moins son inspection. Alors que la nuit est déjà tombée et qu'il se dirige vers un bivouac, un lièvre part entre les jambes de son cheval. Désarçonné, il tombe à terre mais se relève aussitôt. "Ceci est d'un mauvais augure, murmure son chef d'état-major, le maréchal Berthier, aux oreilles du général Caulaincourt. Un Romain reculerait".

Mais Napoléon n'est pas homme à reculer. Aux premières heures du jour, il franchit le Niemen aux acclamations de ses troupes, auxquelles les fourriers lisent une proclamation qui, dans l'esprit de Napoléon tient lieu de déclaration de guerre :

" Soldats !

La seconde guerre de Pologne est commencée. La première s'est terminée à Friedland et à Tilsitt ... La seconde sera glorieuse aux armes françaises comme la première, mais la paix que nous concluerons porte avec elle sa garantie : elle mettra un terme à la funeste influence que la Russie exerce depuis cinquante ans sur les affaires de l'Europe ".

Cinq ans après les accords de Tilsitt, la France et la Russie vont donc de nouveau s'affronter.

[Retour page d'Accueil](#)

[Retour page de Section](#)

[Retour page de Rubrique](#)

Imprimer

Ajouter à votre sélection

Informations

Auteur :

GANIÈRE Paul

Revue :

Revue du Souvenir Napoléonien

Numéro :

352

Mois :

avril

Année :

1987

Pages :

8-23

Haut de page

© Fondation Napoléon 2008

[Lettre d'info](#) | [Mon Napoleon.org](#) | [Plan du site](#) | [Contacts](#) | [Mettre dans vos f](#)